

BV.

CONSEIL D'ETAT RAAD VAN STATE LEGISLATION - WETGEVING 1
07-03-1990
Transmis à M. Oorgemaakt aan de H. <i>Vandermeelebeke</i>

L. 19.673/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 19 février 1990, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'affectation des miliciens", a donné le 21 février 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 19 februari 1990 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de aanwijzing van de dienstplichtigen", heeft op 21 februari 1990 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

INTITULE.

L'intitulé serait plus précis s'il était rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif à l'affectation des miliciens et à leur appel au service".

PREAMBULE.

L'article 52 de la loi du 22 décembre 1989 relative au statut des miliciens constitue le fondement de l'article 1er du projet. L'alinéa 1er in fine doit, dès lors, être rédigé comme suit : "... notamment les articles 7, 8, 9 et 52;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

L'article doit être rédigé comme suit :

"Sont mis en vigueur :

- 1° les articles 7 et 9 de la loi du 22 décembre 1989 relative au statut des miliciens;
- 2° l'article 50 de la même loi, en tant qu'il abroge l'article 63 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962".

Article 2.

Il serait souhaitable que l'article porte également la définition de l'appel au service.

Cette définition pourrait être insérée après le 2° dans la rédaction ci-après :

"3° appel au service : fixation du lieu et de la date auxquels le milicien doit rejoindre pour la première fois son unité;".

Le 3° devient évidemment le 4°.

Article 3.

1. La phrase introductive serait mieux rédigée comme suit :

"Pour l'appel au service et l'affectation des miliciens, il est tenu compte : ...".

2. Le 2° est rédigé comme suit :

"2° des priorités légales et sociales de la façon fixée au chapitre II".

Le Conseil d'Etat constate, toutefois, que le chapitre II ne traite, selon son intitulé et les intitulés des sections qui composent ledit chapitre, que des priorités sociales, à l'exclusion des priorités légales, lesquelles sont définies, au sens de l'arrêté en projet, à l'article 2, 1°.

.../...

Ceci étant, le projet devrait être revu de manière à mieux faire apparaître la place qu'occupent les priorités légales par rapport aux priorités sociales.

3. Au 3°, il suffit d'écrire "des désirs exprimés par le milicien".

Article 4.

1. A la fin du paragraphe 3, il faut supprimer les mots "du présent arrêté".

L'observation vaut pour l'ensemble du projet.

2. Au paragraphe 4, alinéa 3, in fine, il faut écrire : "... conformément aux paragraphes 1er et 3".

Article 5.

La phrase introductive serait mieux rédigée comme suit :

"Lorsque plusieurs miliciens entrent en ligne de compte pour une affectation déterminée, les priorités sont réglées comme suit :".

.../...

Article 6.

Contrairement à ce qui est énoncé à l'article 6, l'Office de renseignements et d'aide aux familles de militaires ne peut avoir que des compétences consultatives.

Le texte doit être revu en conséquence.

Article 7.

1. La mention "§ 1er" doit être supprimée, puisqu'il n'y a pas de paragraphe 2.

2. La phrase introductive doit être rédigée comme suit :

"Les situations suivantes donnent lieu à une priorité sociale en ce qui concerne l'affectation géographique :".

Article 8.

La division en paragraphes ne se justifie pas.

La même observation vaut pour les articles 9, 10, 11, 17, 18 et 19 du projet.

Article 9.

Le texte néerlandais de l'article doit être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 10.

Au paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2), il faut écrire : "... le milicien ayant obtenu un report d'appel est incorporé au plus tôt à l'expiration du délai octroyé".

Article 11.

Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, mieux vaut écrire : "..., sauf lorsque les circonstances énumérées à l'article (16) subsistent".

Article 12.

L'article habilite le Ministre de la Défense nationale à prendre certaines décisions.

Cette disposition est en contradiction avec l'article 9, alinéa 2, de la loi du 22 décembre 1989 précitée, qui dispose que "les conditions et la procédure sont fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres".

L'article 12 doit, dès lors, être omis.

Article 13 (devenant l'article 12).

1. Le paragraphe 1er reproduit l'article 9, alinéa 1er, première phrase, de la loi précitée du 22 décembre 1989.

Pour les raisons exposées lors de l'examen de l'article 4 du projet d'arrêté royal examiné ce jour sous le n° L. 19.670/9, il y a lieu de supprimer le paragraphe 1er.

2. A l'alinéa 2 du paragraphe 2 (devenant le paragraphe 1er), de l'accord du délégué du Ministre, il y a lieu d'écrire "jusqu'à la veille" au lieu de "jusqu'au début".

3. Le paragraphe 3 (devenant le paragraphe 2) serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. La procédure en vue d'un report d'appel fondé sur l'article (16) est entamée et suivie soit par une autorité administrative, soit par le milicien, suivant les mêmes règles que celles applicables aux autres demandes de report".

4. Au paragraphe 4 (devenant le paragraphe 3), alinéa 1er, deuxième phrase, il faut écrire "adresse" au lieu de "peut adresser".

Au même paragraphe, alinéa 2, les mots "délivrés par l'autorité, organisme ou employeur compétent" sont inutiles et doivent donc être omis.

Article 14 (devenant l'article 13).

1. Au paragraphe 1er, 7°, mieux vaut écrire : "... un stage à la fin d'un cycle d'études, dont le caractère indispensable doit être attesté".

.../...

2. A la fin du paragraphe 3, il y a lieu de supprimer les mots "éventuellement nécessaire" qui sont inutiles.

Article 15 (devenant l'article 14).

1. Au paragraphe 1er, 1°, il y a lieu d'écrire : "... pour son avenir à la suite de la suspension de l'exécution de ce contrat".

2. Pour ce qui est du paragraphe 2, l'auteur du projet semble perdre de vue qu'un stage professionnel n'est requis que pour certaines professions indépendantes. Le texte du paragraphe 2 doit être revu.

Article 16 (devenant l'article 15).

1. Au paragraphe 1er, alinéa 2, in fine, il faut écrire "par un avis motivé" au lieu de "par la voie d'un avis motivé".

2. Au paragraphe 2, il faut écrire : "... durée fixée par l'autorité compétente, de l'avis de l'Office ...".

Article 17 (devenant l'article 16).

Au paragraphe 2, mieux vaut écrire : "... dure au plus tard jusqu'au moment ...".

Article 18 (devenant l'article 17).Paragraphe 1er.

Conformément à l'article 7, § 2, de la loi du 22 décembre 1989 relative au statut des miliciens, le milicien doit être informé dans un délai déterminé, à compter de la date de sa convocation au centre de recrutement et de sélection, de la date de son entrée en service ainsi que des lieux de son instruction et de son affectation.

Le texte doit être modifié en vue de le rendre conforme à la disposition légale précitée.

Paragraphe 2.

Au 2°, il faut écrire : "... sont informés dans les deux mois qui suivent la clôture de l'examen ou de l'examen complémentaire;".

Le 3° serait mieux rédigé comme suit :

"3° les miliciens dont la situation de milice n'est pas fixé définitivement, sont informés ...".

.../...

Article 19 (devenant l'article 18).

Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il y a lieu de préciser les cas qui donnent lieu à une modification de la date d'appel.

De plus, à la fin de l'alinéa, il faut écrire :
"... comme une demande au sens de l'alinéa 1er".

De Raad van State moet binnen de korte termijn die hem is toegemeten, zich ertoe bepalen de volgende opmerkingen te maken.

OPSCHRIFT.

Het opschrift zou nauwkeuriger zijn indien het als volgt werd gesteld :

"Koninklijk besluit betreffende de aanwijzing van de dienstplichtigen en hun oproeping voor de dienst".

AANHEF.

Artikel 52 van de wet van 22 december 1989 betreffende het statuut van de dienstplichtigen vormt de rechtsgrond van artikel 1 van het ontwerp. Het slot van het eerste lid dient derhalve als volgt te worden gesteld : "... inzonderheid op de artikelen 7, 8, 9 en 52;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het artikel dient als volgt te worden gesteld :

"In werking worden gesteld :

1° de artikelen 7 en 9 van de wet van 22 december 1989 betreffende het statuut van de dienstplichtigen;

.../...

2° artikel 50 van dezelfde wet, in zoverre het artikel 63 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten opheft".

Artikel 2.

Het zou wenselijk zijn dat het artikel eveneens de definitie van de oproeping voor de dienst omvat.

Die definitie zou na 2° ingevoegd kunnen worden en aldus worden geredigeerd :

"3° oproeping voor de dienst : het bepalen van de plaats waar en van de datum waarop de dienstplichtige zich voor het eerst bij zijn eenheid dient te vervoegen;".

3° wordt uiteraard 4°.

Artikel 3.

1. Het zou beter zijn de inleidende volzin aldus te stellen :

"Bij het oproepen voor de dienst en het aanwijzen van de dienstplichtigen wordt rekening gehouden met : ...".

2. Onder 2° staat geschreven :

"2° de wettelijke en sociale prioriteiten op de wijze vastgesteld in hoofdstuk II".

.../...

De Raad van State komt evenwel tot de bevinding dat hoofdstuk II volgens het opschrift ervan en volgens de opschriften van de afdelingen waaruit dat hoofdstuk bestaat, slechts over sociale prioriteiten handelt, met uitsluiting van de wettelijke prioriteiten, welke in de zin van het ontworpen besluit gedefinieerd worden in artikel 2, 1°.

Om reden van wat voorafgaat zou het ontwerp dusdanig herzien moeten worden dat beter tot uiting komt welke plaats de wettelijke prioriteiten ten opzichte van de sociale prioriteiten innemen.

3. Onder 3° is het voldoende te schrijven : "de door de dienstplichtige geuite wensen".

Artikel 4.

1. Aan het slot van paragraaf 3 moeten de woorden "van dit besluit" vervallen.

De opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

2. In paragraaf 4, derde lid, in fine, schrijven men : "... overeenkomstig de paragrafen 1 en 3 aangewezen of in voorkomend geval opnieuw aangewezen".

Artikel 5.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

.../...

"Artikel 5.-

Wanneer verscheidene dienstplichtigen in aanmerking komen voor een bepaalde aanwijzing, wordt de voorrang als volgt geregeld :

- 1° de dienstplichtigen die een prioriteit bedoeld ... genieten;
- 2° de gehuwde dienstplichtigen die een prioriteit ... genieten;
- 3° de dienstplichtigen die ... en de dienstplichtigen die een prioriteit ... genieten;
- 4° de overige dienstplichtigen die daartoe de wens hebben geuit ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 6.

In tegenstelling tot wat in artikel 6 geschreven staat, kan het Hulp- en Informatiebureau voor gezinnen van militairen slechts adviserende bevoegdheden hebben.

De tekst moet bijgevolg worden herzien.

Artikel 7.

1. De vermelding "§ 1" moet vervallen daar er geen paragraaf 2 is.

.../...

2. De inleidende volzin behoort als volgt te worden gesteld :

"De volgende toestanden leveren een sociale prioriteit op wat de geografische aanwijzing betreft :".

Artikel 8.

Er is geen reden voor een indeling in paragrafen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 9, 10, 11, 17, 18 en 19 van het ontwerp.

Artikel 9.

Het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

"Artikel 9.

§ 1. In uitzonderlijke omstandigheden kan aan dienstplichtigen die in een ernstige sociale situatie verkeren, die verholpen kan worden door een welbepaalde datum van oproeping toe te staan, een sociale prioriteit met betrekking tot de datum van oproeping worden toegestaan.

§ 2. De voor die prioriteit in aanmerking komende dienstplichtigen worden door de militaire overheid, aangewezen door de Minister van Landsverdediging, bij voorrang op die bepaalde datum opgeroepen en voor een eenheid aangewezen mits er op die datum een vacature is waarvoor de dienstplichtige geschikt is bevonden en mits hij de wens heeft geuit die sociale prioriteit te genieten of er niet van heeft afgezien".

.../...

Artikel 10.

In paragraaf 2 (dat het tweede lid wordt) schrijven : "... wordt de dienstplichtige die gedaan heeft gekregen dat zijn oproeping wordt verdaagd, op zijn vroegst na verloop van de toegestane termijn ingelijfd".

Artikel 11.

Het zou beter zijn paragraaf 2, die het tweede lid wordt, als volgt te stellen :

"De dienstplichtige die gedaan heeft gekregen dat zijn oproeping wordt verdaagd, kan van die verdaging geheel of gedeeltelijk afzien, behalve als de omstandigheden opgesomd in artikel (16) voortbestaan".

Artikel 12.

Het artikel machtigt de Minister van Landsverdediging om een aantal beslissingen te nemen.

Die bepaling levert strijd op met artikel 9, tweede lid, van de voormelde wet van 22 december 1989, dat bepaalt dat "de voorwaarden en de procedure door de Koning (worden) bepaald, bij een in Ministerraad overlegd besluit".

Artikel 12 moet bijgevolg vervallen.

Artikel 13 (dat artikel 12 wordt).

1) Paragraaf 1 neemt artikel 9, eerste lid, eerste volzin, van de voormelde wet van 22 december 1989 over.

Om de redenen die zijn uiteengezet naar aanleiding van het onderzoek van artikel 4 van het ontwerp van koninklijk besluit dat heden onder het nr. L. 19.670/9 onderzocht is, moet paragraaf 1 achterwege worden gelaten.

2) In het tweede lid van paragraaf 2 (dat paragraaf 1 wordt) dient te worden geschreven "tot de dag vóór zijn werkelijke diensttermijn" in plaats van "tot het begin van zijn werkelijke diensttermijn". De gemachtigde van de Minister is het hiermee eens.

3) Het zou beter zijn paragraaf 3 (die paragraaf 2 wordt) als volgt te redigeren :

"§ 2. De procedure met het oog op een verdaging van oproeping op basis van artikel (16) wordt in gang gezet en gevoerd door een administratieve overheid of door de dienstplichtige, volgens dezelfde regels als die welke gelden voor de overige aanvragen tot verdaging".

4) De tweede volzin van het eerste lid van paragraaf 4 (die paragraaf 3 wordt) zou als volgt gesteld moeten worden :

"Na dat verblijf richt de dienstplichtige zijn aanvraag aan de Minister van Landsverdediging door middel van een ter post aangetekende brief".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf zijn de woorden "afgeleverd door de daartoe bevoegde overheid, instelling of werkgever" onnut en moeten dus achterwege worden gelaten.

Artikel 14 (dat artikel 13 wordt).

1) In paragraaf 1, 7°, zou het beter zijn te schrijven : "na het beëindigen van een studiecycclus een stage volbrengt of moet volbrengen waarvan de noodzaak moet worden bewezen".

2) Aan het einde van paragraaf 3 moeten de woorden "eventueel noodzakelijke" als overbodig worden geschrapt.

Artikel 15 (dat artikel 14 wordt).

1) In paragraaf 1, 1°, dient te worden geschreven : "de dienstplichtige die in het kader van een door hem aangegane arbeidsovereenkomst voor zijn toekomst ernstige schade zou ondervinden van de schorsing van de uitvoering van die overeenkomst".

2) Wat paragraaf 2 betreft, lijkt de steller van het ontwerp uit het oog te verliezen dat slechts voor bepaalde zelfstandige beroepen een beroepsstage vereist is. De tekst van paragraaf 2 moet worden herzien.

Artikel 16 (dat artikel 15 wordt).

1) In paragraaf 1, tweede lid, in fine, schrijven men : "... en in een gemotiveerd advies medegedeeld aan de Minister van Landsverdediging".

2) In paragraaf 2 schrijven men : "... van dit besluit geldt de verdaging om sociale redenen bepaald in § 1 voor een periode die door de bevoegde overheid wordt vastgesteld op advies van ...".

Artikel 17 (dat artikel 16 wordt).

Het zou beter zijn in paragraaf 2 te schrijven : "... loopt de verdaging om sociale redenen bepaald in § 1 uiterlijk tot de stand van de dienstplichtige definitief is bepaald".

Artikel 18 (dat artikel 17 wordt).Paragraaf 1.

Overeenkomstig artikel 7, § 2, van de wet van 22 december 1989 betreffende het statuut van de dienstplichtigen, moet de dienstplichtige binnen een bepaalde termijn, te rekenen van de datum van zijn oproeping in het recrutings- en selectiecentrum, op de hoogte worden gebracht van zijn inlijvingsdatum en de plaats van zijn opleiding en aanwijzing.

De tekst moet worden gewijzigd om hem in overeenstemming te brengen met de genoemde wetsbepaling.

Paragraaf 2.

In de bepaling onder 2° schrijve men : "... worden op de hoogte gebracht binnen twee maanden na de afsluiting van het onderzoek of het aanvullend onderzoek".

Het zou beter zijn de bepaling onder 3° als volgt te redigeren :

"3° de dienstplichtigen wier militiestand niet definitief is bepaald, worden op de hoogte gebracht ...".

Artikel 19 (dat artikel 18 wordt).

In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, dienen de gevallen te worden bepaald die aanleiding geven tot een wijziging van de datum van oproeping.

Bovendien moet aan het einde van het lid worden geschreven : "... wordt als een verzoek in de zin van het eerste lid beschouwd".

La chambre était composée de

Monsieur : P. FINCOEUR,
de Heer :

Monsieur : R. ANDERSEN,
de Heer :
Madame : M.-J. THOMAS,
Mevrouw :

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. FORTPIED, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. FORTPIED, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. FINCOEUR.